Rencontre bilatérale entre la CGT Fonction Publique
et le cabinet du ministre de l'Action et des Comptes Publics

Il faudra bien que le gouvernement apporte des réponses aux revendications des agent.es publics. Toutes et tous, en grève et dans les manifestations, le jeudi 5 novembre 2026 !

Ce mercredi 28 octobre, à une semaine de la mobilisation interprofessionnelle, de grève et de manifestations du 5 novembre 2026, la CGT Fonction Publique a été reçue par Madame Claire Durrieu, directrice de cabinet de Monsieur David Amiel, ministre de l'Action et des Comptes publics, en charge de la Fonction publique.

Toutes les organisations syndicales représentatives des personnels de la Fonction Publique vont être reçues, d'ici le 3 novembre prochain.

Ces rencontres doivent permettre de « prolonger » la réunion organisée à Matignon parle le Premier ministre avec les organisations interprofessionnelles le 21 octobre dernier.

Il s'agissait d'évoquer en bilatérale les questions propres à la Fonction publique, sur les « attentes » en matière de pouvoir d'achat notamment.

Alors que les trajectoires des lois de financement de la sécurité sociale et de finances 2027 sont empreintes d'une austérité budgétaire toujours plus conséquente dont tant les agent.es publics que les usager.es sont les victimes, la directrice de cabinet a déclaré avoir « entendu » nos fortes inquiétudes sur le climat social du pays, sur la progression du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme, mais également sur les attaques contre les libertés et les droits fondamentaux et l'inacceptable répression policière dont plus particulièrement dont la jeunesse fait l'objet.

La CGT Fonction publique a clairement signifié que l'heure n'est plus au simple engagement de réflexions et d'hypothétiques chantiers pour la rémunération et la carrière des agent.es publics.

La CGT Fonction publique a réitéré la dimension inacceptable de la poursuite du gel de la valeur du point d'indice et l'urgence de sa revalorisation.

La CGT fonction publique, rappelle que Mieux travailler, c'est notamment :

- Organiser une autre appropriation des richesses produites par le monde du travail pour financer les services publics et la fonction publique. C'est donc construire des lois de finances et de financement de la sécurité sociale sur d'autres bases.

- Augmenter les traitements, les salaires, la valeur du point, refondre les grilles indiciaires, imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, rétablir la garantie individuelle dite du pouvoir d'achat, abroger le jour de carence et rétablir le versement à 100% de la rémunération versée lorsque les agent.es sont en congé maladie ordinaire.

- Arrêter la suppression de milliers d'emplois, créer des emplois partout où c'est nécessaire, fonctionnariser et titulariser les contractuel.les.

- Financer les droits des agent.es publics à la protection sociale complémentaire en santé et en prévoyance de même qu'a des politiques d'action sociale à la hauteur des besoins.

- Abroger la loi portant transformation de la Fonction publique de 2019, rétablir des CHSCT et des C.A.P de pleine compétence, instaurer une réelle démocratie sociale et au travail.

- Maintenir et améliorer les régimes de retraite dont les régimes particuliers existants dans la Fonction publique : pensions civile et militaire, FSPOIE et CNRACL.

Autant de moyens d'améliorer de manière immédiate et significative les conditions de vie et de travail des agent.es publics - fonctionnaires et contractuel.les.

Au terme des rencontres bilatérales, le ministre devrait organiser une réunion plénière avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives des personnels.

Sommons le gouvernement à agir contre la vie chère et à répondre à l’urgence du pouvoir d’achat des agent.es publics.

La CGT Fonction publique appelle les agent.es publics à généraliser la grève le jeudi 5 novembre prochain et à participer massivement aux manifestations qui seront organisées sur l’ensemble du territoire y compris en Outre-mer.

Montreuil, le 29 octobre 2026.